POUR UNE MARCHE ANTICOLONIALE ET ANTIRACISTE

L'exigence sociale des peuples épris de liberté qui défendent la démocratie, qui font ou tentent de faire tomber les dictatures est confrontée à celle des investisseurs, prédateurs et spéculateurs qui s'appuient sur le contrôle social des États et manœuvrent pour garder la main. Après avoir dévastés les pays du Sud, la dette des états du Nord générée par les spéculations financières sert de prétexte à des ajustements structurels, socialement ravageurs, appliqués à des peuples que l'on tente, par ailleurs, de mystifier avec des remplacements homéopathiques de dirigeants.

En France comme ailleurs la crise économique et sociale, qui fut de tout temps le terreau du racisme et de la xénophobie, favorise un recul de tous les droits, des violations des libertés les plus élémentaires. De ce fait, nous assistons à une offensive globale sur tous les fronts : social, sécuritaire, racisme… Les prétendus « dérapages » de certains dirigeants et intellectuels légitiment et banalisent les idées et les comportements racistes, notamment ceux de la police d'Etat. Les lois et mesures discriminatoires et sécuritaires s'accumulent, portées par la surenchère de déclarations entre ministres et dirigeants du FN, stigmatisant les immigrés, les « musulmans », les Roms, et de façon plus générale désormais les chômeurs, les allocataires sociaux...

Cette atmosphère sécuritaire et xénophobe se renforce avec l'ouverture de la campagne présidentielle. Elle aura des répercussions dans les consciences bien au-delà... Elle favorise les mesures de répression et permet par ailleurs de couvrir les bavures policières.

Alors que nous avons commémoré le 50e anniversaire du massacre des Algériens à Paris le 17 octobre 1961, perpétré par des policiers agissant sous la responsabilité du préfet de police Maurice Papon et du gouvernement, ce Crime d'Etat n'a toujours pas été condamné, ni même reconnu par la France.

Pire, 50 ans après l'indépendance de l'Algérie et après avoir tenté de réécrire l'Histoire, le gouvernement français tente une réhabilitation du passé colonial de la France et de l'OAS dont il décore ses protagonistes : fascistes et putschistes qui ont porté les armes contre la République!

50 ans après les indépendances, pour des raisons politiques, économiques, et de stratégie militaire, la France continue de soutenir, au delà de son « pré carré » en Afrique, des régimes dictatoriaux et corrompus, tout en restreignant le droit d'asile pour les victimes.

50 ans après les indépendances, le colonialisme est toujours présent sous toutes ses formes voire prospère : alourdissement de l'endettement financier et poursuite des destructions écologiques, politique du G8/G20, du FMI , de l'OMC et de la Banque Mondiale, recolonisation des terres agricoles, pillage des ressources naturelles (eau, forêts,minerais), biopiraterie, guerres (Afghanistan, Irak), occupation (Palestine, Sahara Occidental, Tchetchénie..), non respect du droit des peuples à disposer d'eux mêmes (peuples Kurde, tamoul...) . les dirigeants français bafouent les droits politiques, économiques, culturels sociaux, linguistiques, des peuples kanaks, polynésiens, martiniquais, guadeloupéens, guyanais, réunionnais et l'intégrité territoriale des Comores.

50 ans après les indépendances, les habitants français et étrangers des quartiers populaires, et les jeunes, surtout s'ils sont originaires du Maghreb et d'Afrique noire, sont toujours considérés comme des ennemis intérieurs stigmatisés, discriminés, soumis à des harcèlements policiers incessants, à la ségrégation urbaine, et à de nombreuses mesures islamophobes. Quant aux sans-papiers, ils subissent une surexploitation, favorisée par la menace constante d'expulsions. Ils sont, comme les Roms, les premières victimes, de la xénophobie.

Dans ce contexte, il est plus que jamais nécessaire de rappeler les liens entre l'histoire et l'actualité, entre la violence d'Etat, le racisme, le néocolonialisme. Il est plus que jamais nécessaire de se mobiliser, de montrer que nous sommes nombreux, très nombreux, à refuser que les uns soient opposés aux autres, à refuser une société clivée et assujettie aux dictats des marchés et à lutter pour l'amitié entre les peuples, pour la libre circulation des être humains sur la terre, à soutenir les peuples qui se battent pour leur indépendance politique, économique et culturelle

Voilà pourquoi *Sortir du Colonialisme* et *D'ailleurs nous sommes d'ici* appellent les femmes et les hommes, les associations, organisations, collectifs et réseaux à :

une journée de mobilisation nationale et de manifestations

partout en France

samedi 17 mars

A Paris, départ m°Barbès à 14h-arrivée Pl. de la République

Contre le racisme et les idéologies d'exclusion !

Pour en finir avec le colonialisme partout dans le monde !

Pour l'auto-détermination et l'indépendance des peuples en lutte !

Pour les libertés individuelles et collectives !

Pour l'amitié et la solidarité avec les peuples en lutte !